

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

5° année / N°208

du 13 au 19 février 1987

POLITIQUE

Echec du sommet de San José
Gramajo : l'armée est le principal scutien du président
Vinicio Cerezo rejette à nouveau le dialogue
Cerezo reçoit une décoration militaire
Protestation contre l'aide accordée par l'Allemagne fédérale
Nomination d'ambassadeurs
Un dirigeant contrerévolutionnaire donne une conférence
Des patrons demandent des changements dans la politique extérieure
Penados del Barrio : l'injustice existe au Guatemala
Une délégation US se rend au Guatemala

ECONOMIE

Augmenter le P.I.B. en 1987
Les entrepreneurs font pression sur le gouvernement

INSURRECTION

L'ORPA inflige 32 pertes à l'armée
Embuscades des FAR dans le Peten

MOUVEMENT POPULAIRE

Menaces d'invasion de terres
Le gouvernement retire son projet sur l'éducation
Grève dans la Fonction Publique

DROITS DE L'HOMME

Une étudiante enlevée retrouvée assassinée
Cinq adolescents enlevés
Six hommes assassinés par balles
Une famille torturée et assassinée
Une famille décimée
Un magistrat de la Cour Suprême assassiné
GAM : la violence continue
Le prix Nobel de la paix au Guatemala

MISE AU POINT POLITIQUE

La CDH-ONU examine le cas guatémaltèque

4°P. 12315

POLITIQUE

ECHEC DU SOMMET DE SAN JOSE

On a appris par la presse du 16 février l'échec du sommet de San José où se sont rencontrés les présidents du Honduras, du Salvador et du Costa Rica dans le but d'approuver un plan de paix alternatif à celui du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela) ; les chefs d'Etat ont convenu d'une nouvelle réunion dans un délai de 90 jours à Esquipulas, Guatemala, en invitant cette fois le représentant du Nicaragua, Daniel Ortega, exclu de la réunion de San José. Les présidents du Guatemala, du Salvador et du Honduras ont moralement appuyé la proposition du président du Costa Rica Oscar Arias, qualifiée par les observateurs internationaux de tentative d'isoler et de faire pression sur le Nicaragua.

GRAMAJO : L'ARMEE EST LE PRINCIPAL SOUTIEN DU PRESIDENT

Lors d'un entretien accordé au journal mexicain "Excelsior" et publié le 14 février, le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, a déclaré que l'armée du Guatemala constituait le principal appui du président Vinicio Cerezo. Si l'existence d'organismes humanitaires tel le Groupe d'Appui Mutuel (GAM) est "valable", "nous ne sommes pas d'accord avec leur méthode" qui consiste à "dénigrer et à porter atteinte à la dignité de l'armée" ; Gramajo est considéré comme l'un des principaux responsables des innombrables violations des droits de l'homme au Guatemala.

VINICIO CEREOZ REJETTE A NOUVEAU LE DIALOGUE

Dans ses déclarations du 12 février, le président Vinicio Cerezo a rejeté la proposition de dialogue de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, formulée le 7 février à l'occasion de son V^e anniversaire. Le président a demandé à l'URNG de déposer les armes. De son côté, l'armée, dans un communiqué émis le 10 février, a soumis la possibilité de négociations entre le président et l'insurrection à l'abandon des armes.

CEREOZ RECOIT UNE DECORATION MILITAIRE

Le président Vinicio Cerezo a reçu le 10 février une décoration de "l'ordre souverain et militaire de Sainte Brigitte de Suède" des mains de l'ambassadeur du Guatemala en Italie, le général Hector Mario Lopez Fuentes ; les raisons de cette décoration n'ont pas été communiquées. Lopez Fuentes a été à plusieurs reprises accusé d'être directement responsable des violations des droit de l'homme commises lorsqu'il était chef de l'état major de l'armée (1982-83).

PROTESTATION CONTRE L'AIDE ACCORDEE PAR L'ALLEMAGNE FEDERALE

Le 11 février, le Parti écologiste allemand (les Verts) a officiellement protesté contre le gouvernement de son pays, qui accorde une assistance policière au Guatemala. Cette aide, contraire aux dispositions en vigueur en Allemagne fédérale, a été accordée à un gouvernement qui continue à commettre de graves violations des droits de l'homme, signale un communiqué des Verts, cosigné par le Bureau allemand d'information sur le Guatemala et l'Association "Médecins Internationaux".

A l'aube du 12 février, le colonel Julio Caballeros, directeur de la Police Nationale, a reçu un lot de 150 véhicules et du matériel, donné par le gouvernement cuest-allemand, sans que cette heure inhabituelle soit expliquée.

NOMINATION D'AMBASSADEURS

Oscar Padilla Vidaurre, ami personnel et chargé des affaires privées du président Vinicio Cerezo à Washington, a présenté le 13 février sa lettre de nomination au poste d'ambassadeur du Guatemala aux Etats Unis, obtenue après plusieurs mois de démarches.

Francisco Villagran de Leon, vice ministre des affaires étrangères, a été ce même jour, accrédité en tant qu'ambassadeur du Guatemala auprès de l'Organisation des Etats Américains (OEA).

UN DIRIGEANT CONTREREVOLUTIONNAIRE DONNE UNE CONFERENCE

Carlos Alberto Montaner, dirigeant de la contrerévolution cubaine a donné le 10 février au Guatemala une conférence sur la politique de "neutralité active" du gouvernement guatémaltèque ; la conférence était promue par la Chambre de la presse libre et retransmise par la télévision dans tout le pays.

Selon Montaner, présenté comme un "expert des questions centraméricaines", la neutralité active du gouvernement démocrate-chrétien "est cohérente si celui-ci fait partie du groupe de Tegucigalpa".

DES PATRONS DEMANDENT DES CHANGEMENTS DANS LA POLITIQUE EXTERIEURE

Dans un dépliant publié le 12 février, le Comité coordonnateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières (CACIF), représentant les entreprises privées, exige que le président Cerezo modifie sa politique extérieure et agisse en accord avec le groupe de Tegucigalpa.

Les entrepreneurs proposent le développement d'une "action coordonnée des quatre démocraties centraméricaines au sein d'un front démocratique, diplomatique et politique" pour faire face au Nicaragua, dont le gouvernement "nous fait tant de tort".

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

MISE AU POINT POLITIQUE

LA CDH-ONU EXAMINE LE CAS GUATEMALTEQUE

La Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies, dont la session annuelle a repris à Genève (Suisse), examine à nouveau le cas du Guatemala.

Au cours des cinq dernières années, le Guatemala a fait l'objet de 16 résolutions des différentes instances de l'ONU ; avec le Chili, il fait partie du petit groupe de pays qui s'est attiré le plus grand nombre de condamnations pour violation des droits de l'homme, au cours des deux dernières décades.

Dans le cadre des mesures adoptées pour faire face aux conséquences de la violence politique qui plane toujours sur le pays, le président Vinicio Cerezo a annoncé ces derniers jours la création d'une commission de caractère "strictement" gouvernemental ; selon des informations du ministère de la Défense, la commission sera chargée d'enquêter sur le sort de milliers de portés disparus ; des chefs militaires et de hauts fonctionnaires pourraient faire partie de cette commission.

Le Groupe d'Appui Mutuel (GAM), composé de proches des disparus, a déploré le refus des autorités d'inclure dans la commission des personnalités étrangères et qualifié d'"argutie anticonstitutionnelle" l'intention gouvernementale de déclarer la "mort présumée" des disparus.

L'archevêque Prospero Penados del Barrio, invité à se joindre à la commission d'enquête, a soumis son assentiment à la participation à la commission d'Adolfo Perez Esquivel, Prix Nobel de la Paix, et de Antonio Garcia Borrajo, président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme.

Penados a rappelé que la "Commission Tripartite", précédemment fondée sous le régime du général Oscar Mejia Victores (1983-1986) avec des objectifs similaires, "avait été un échec car elle était composée de fonctionnaires du gouvernement".

La création de cette commission ne suscite pas pour autant une plus grande confiance dans l'administration Cerezo ; au contraire, des dispositions parallèles pour faire face au climat de violence, telle la mise en place d'une Cour des Droits de l'Homme ("Procuraduria General de Derechos Humanos"), n'ont pas obtenu jusqu'à présent de résultats plus heureux.

Le procureur chargé des droits de l'homme aurait dû assumer ses fonctions depuis la fin de l'année dernière, mais, selon le député C. Garcia Rodas, membre de la Commission des Droits de l'Homme du Congrès de la République, il est difficile de trouver un homme de loi qui accepte le poste car "il pourrait être menacé de mort". Selon Garcia Rodas, Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, n'a pas mis en oeuvre la proposition faite devant le Congrès qui l'avait interpellé : la publication d'une liste des personnes disparues au cours des derniers mois.

D'autre part, la Cour Suprême de Justice n'a donné aucune suite aux 1367 recours en habeas corpus concernant les détenus-disparus déposés par le GAM, ni aux nombreux autres recours formulés à titre individuel. En dépit de l'importante campagne de solidarité internationale envers les travaux du GAM, les tentatives de déstructuration de ce groupe se multiplient, par exemple l'apparition d'associations comme le Groupe d'Appui Mutuel Indigène (GAMI) ; d'après un rapport de la Commission de Juristes espagnols qui se sont rendus au Guatemala à la fin de l'année dernière, "il s'agit d'une simple invention pour saboter le GAM".

Le gouvernement démocrate-chrétien continue sa politique de professionnalisation et de modernisation des corps de sécurité, avec notamment, la requête d'une aide militaire plus importante de la part des Etats-Unis et l'acquisition de matériel moderne.

Un premier contingent comptant 500 membres de la police nationale se rendra ce trimestre aux Etats-Unis et en Allemagne Fédérale dans le cadre d'un programme de formation destiné à convertir la police en un organisme de sécurité capable de se substituer à l'armée pour les tâches de contrôle de la population dans certaines zones du pays. Ainsi, un décret présidentiel a créé le V^e corps de la police nationale, dont la mission consiste à ramasser sur la voie publique les corps des victimes de la violence et à les transporter à la morgue. Cette tâche était remplie auparavant par les pompiers ; il est indiscutable que cette mesure vise à limiter l'accès à l'information sur les faits de la répression policière.

Le gouvernement du président Cerezo ne semble pas entendre les conseils de changements substantiels dans la politique de force pratiquée par les régimes militaires précédents et qu'il peut difficilement prétendre avoir abandonnée.

La société guatémaltèque ne possède pas de preuves concluantes de ce que, en ce qui concerne particulièrement la sécurité intérieure et la protection du libre exercice des droits civiques, les mesures adoptées par les démocrates-chrétiens contribuent à la construction de la démocratie dans le pays.

PENADOS DEL BARRIO : L'INJUSTICE EXISTE AU GUATEMALA

Le 16 février, l'archevêque de la capitale, Prospero Penados del Barrio, a déclaré que, au Guatemala, "la terre est très mal distribuée, il y a trop de paysans sans travail, d'autres avec des salaires de misère... Les gens connaissent la faim et l'angoisse et il suffit de peu pour qu'ils ne tombent dans la violence". Le prélat a donné raison aux paysans qui exigent la terre et salué l'arrivée dans le pays de Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix.

UNE DELEGATION US SE REND AU GUATEMALA

Une délégation de parlementaires nord-américains, conduite par le sénateur Christopher Dodd, président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, est arrivée le 13 février au Guatemala ; la délégation s'est entretenue avec le président Cerezo, avec le ministre des Affaires Etrangères Mario Quinonez, le ministre de la Défense, le général Hector Gramajo et d'autres fonctionnaires.

ECONOMIE

AUGMENTER LE P.I.B. EN 1987

Au cours d'une entrevue publiée par la presse mexicaine le 17 février, le président Cerezo a défini les objectifs de la politique économique en 1987 : augmenter le P.I.B. de 3%, créer 100 mille emplois, s'attaquer au problème agraire, contrôler et diminuer le coût de la vie pour les couches moyennes et populaires. Le gouvernement Cerezo cherchera à rompre la structure agricole orientée exclusivement vers l'exportation en incitant à la production de produits alimentaires et de consommation interne, ainsi qu'à la diversification de la production destinée à l'exportation.

LES ENTREPRENEURS FONT PRESSIONS SUR LE GOUVERNEMENT

Le 13 février, Marco Augusto Garcia Noriega, président du CACIF, a déclaré que le gouvernement et le secteur privé devaient entamer immédiatement des conversations à propos du projet d'augmentation du prix de l'énergie électrique, des nouvelles mesures fiscales (qui affectent la rente et la TVA), du budget des dépenses de l'Etat, du problème agraire et de la politique de neutralité active.

Il faut également inclure au programme, a ajouté l'entrepreneur, "l'interventionisme de l'Etat dans la commercialisation" et les attaques des fonctionnaires contre le secteur privé.

INSURRECTION

L'ORPA INFLIGE 32 PERTES A L'ARMEE

D'après une information diffusée par l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) le 14 février, cette organisation a infligé 32 pertes à l'armée au cours de plusieurs actions survenues entre les 18 janvier et 9 février, dans les départements de Chimaltenango et San Marcos, dans le centre et l'ouest du pays ; l'ORPA a occupé 3 plantations et un village.

Les forces de l'ORPA ont attaqué le 9 février un convoi gouvernemental composé de 8 camions sur la route interaméricaine, dans la municipalité de Tecpan, Chimaltenango, causant 20 pertes, qui s'ajoutent aux 12 pertes infligées à l'armée les 18 et 19 janvier à San Marcos. L'ORPA dénonce le bombardement indiscriminé effectué par l'armée et la Force Aérienne Guatémaltèque sur les terrains attenants au village La Trinidad, San Marcos, et la destruction des plantations et des animaux domestiques.

EMBUSCADES DES FAR DANS LE PETEN

Un communiqué des Forces Armées Rebelles (FAR) diffusé le 17 février, informe de deux embuscades tendues aux troupes du gouvernement et de l'occupation d'un village dans le département du Peten (nord) le 8/02.

MOUVEMENT POPULAIRE

MENACES D'INVASION DE TERRES

La presse a fait savoir le 16 février que des centaines de paysans de la région de Ocos, dans le département de San Marcos, se sont réunis le 15 dans cette localité pour étudier la possibilité d'occuper les terres de l'Etat, après 5 ans de démarches infructueuses.

Les agriculteurs font valoir la promesse, l'an dernier, du ministre de l'Agriculture, Rodolfo Estrada, de leur donner des terres ; cette promesse ne s'étant pas réalisée, ils envisagent une invasion de terres.

LE GOUVERNEMENT RETIRE SON PROJET SUR L'EDUCATION

Le gouvernement démocrate-chrétien a cédé à la pression des différents syndicats et retiré le 18 février le projet confiant au ministère de l'Education la responsabilité de licencier 500 proviseurs dans le pays. A l'appel de l'Association Nationale des Enseignants du Secondaire (ANEEM), une grève générale avait eu lieu le 17, soutenue par des centaines d'élèves de la capitale.

GREVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les autorités ayant refusé une actualisation de leur salaire, les fonctionnaires du ministère de la Fonction Publique ont effectué le 16 février une série d'arrêts de travail.

Selon des membres de la Commission d'information du personnel technique et administratif du ministère public, le mouvement est soutenu par les 22 représentations dans tout le pays.

DROITS DE L'HOMME

UNE ETUDIANTE ENLEVÉE RETROUVÉE ASSASSINÉE

Lisbeth Haydee Alfaro Marroquin, étudiante en médecine de la faculté de San Carlos, portée disparue depuis le 21 janvier, a été retrouvée morte le 11 février sur le terrain de sport de l'université, a-t-on appris par la presse le 12 février.

CINQ ADOLESCENTS ENLEVÉS

Carlos Emilio et Zulma Alvarez Rivas, 13 et 14 ans, Angelina et Rosalia Max Caal, Gladys Mejia, 14 ans, ont été enlevés par des individus armés dans les villes de Guatemala-Ciudad, Alta Verapaz et Suchitepequez.

SIX HOMMES ASSASSINÉS PAR BALLES

On a localisé le 12 février les cadavres de 6 hommes adultes, dont 5 n'ont pas été identifiés, a informé la presse le 13 février. Le cadavre de Paulino Barrios Suarez a été retrouvé à l'intérieur d'un sac, flottant sur la rivière Cabus, dans le département de San Marcos. 3 corps ont été retrouvés dans le département de Escuintla (sud du pays) et les deux autres corps dans la capitale.

UNE FAMILLE TORTURÉE ET ASSASSINÉE

Manuel de Jesus Melchor, 9 ans, qui avait été enlevé par un groupe d'individus après une perquisition illégale au domicile de sa famille dans le village Guacalon (département de Chiquimula, nord du pays), a été retrouvé assassiné le 13 février dans les environs, son corps présentant des traces de torture et les mains amputées. La veille, on avait appris la mort de la mère de l'enfant, Lorenza Melchor, et de sa grand-mère, Angelina Melchor, âgée de 76 ans.

UNE FAMILLE DÉCIMÉE

Avec l'assassinat par balles de l'agriculteur Lorenzo Reyes Carreto, 50 ans, c'est pratiquement une famille entière qui se trouve décimée, 6 de ses frères ayant été tués dans les mêmes circonstances. Son cadavre a été retrouvé dans le domaine agricole de Santa Isabel, à Coatepeque, dans le département de Quezaltenango.

UN MAGISTRAT DE LA COUR SUPRÊME ASSASSINÉ

Le 17 février, la presse a informé de l'assassinat du juge Alfonso Branas Rosales, second membre de la Cour Suprême de Justice.

Le magistrat a été assassiné à coups de couteau dans sa résidence, située dans le sud de la capitale, dans la nuit du 17 février.

La Cour a rappelé que le juge avait travaillé dans les départements de Quezaltenango et de Sacatepaquez ; il avait également enseigné à la faculté de San Carlos et dirigé le département de Droit de cette université ; il était membre du Conseil Supérieur de l'université

GAM : LA VIOLENCE CONTINUE

Selon un document divulgué par le GAM le 16 février, les assassinats et les enlèvements ont augmenté de manière alarmante au Guatemala au cours des trois derniers mois.

167 personnes ont été assassinées et 30 enlevées depuis janvier 1987. Le GAM dénonce la campagne de diffamation, de calomnies et de menaces lancée par le gouvernement Cerezo contre le groupe, ainsi que les rumeurs 'tendancieuses' sur la gestion des fonds du GAM effectuée par la présidente Nineth de Garcia.

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX AU GUATEMALA

L'Argentin Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix en 1980, est arrivé le 13 février au Guatemala. Il s'est entretenu avec les représentants du Groupe d'Appui Mutuel, qui lui ont demandé de participer en tant qu'observateur à une commission non gouvernementale enquêtant sur le sort des disparus.

Perez Esquivel se rendra dans les pays d'Amérique centrale afin de recueillir des éléments sur les violations des droits de l'homme pour les Nations Unies.